

la parabole du
méchant et du
gentil bourreau ra-
contée par Isabelle
Stengers (1995). Le
méchant bourreau
stigmatise, produit
des logiques d'ex-
clusion, légitime
l'idée d'assistance
au détriment de
tout autre idée.
Le gentil bourreau
est de bonne vo-
lonté et a le pro-
jet d'aider. Il se
dit disponible et
sensible. Il plaint
et met en garde
contre la mé-

Pas besoin d'innovation pour les politiques «jeunesse»

Marc Chambeau

Les 22 et 23 septembre 2022, s'organisait aux Halles de Schaerbeek un colloque avec les travailleurs sociaux vers plus de justice sociale. Colloque intitulé *Ce qui nous arrive* et organisé par le Centre socialiste d'éducation permanente, la Fédération des Maisons Médicales, la Fédération des Services Sociaux, le Forum - Bruxelles contre les Inégalités et Lire & Ecrire Bruxelles. Dans le cadre de ces journées, je suis invité en tant que travailleur social engagé dans l'enseignement (Institut Cardijn - Helha) et dans l'associatif (président pendant 8 ans et jusqu'en avril 2022 de la Fédération des Maisons de Jeunes) à participer à la réflexion lors d'un atelier «jeunesse».

Le débat a lieu. Un rien décousu, ce qui est logique dans une telle organisation. Je propose dans le texte qui suit de faire synthèse des réflexions et des propositions que j'ai pu réunir sur le sujet.

«Ce qui nous arrive, c'est que chaque crise renforce les inégalités sociales, c'est que les libertés sont de plus en plus affectées, c'est que les inévitables basculements n'ont été ni pensés, ni organisés»⁽¹⁾. *Ce qui nous arrive* est un colloque que les associations organisatrices situent «au milieu du gué: entre un été où les questions climatiques auront été tout le temps présentes et un hiver où les questions sociales risquent fort d'être centrales, c'est un euphémisme»⁽²⁾.

Ce qui nous arrive, est un colloque qui s'organise au milieu et après une succession de crises. Nous sommes en plein dans la crise énergétique et dans la crise climatique. La crise de l'accueil n'en finit pas de continuer à exister et à produire dans les pays que l'on considérait comme les plus démocratiques, des attitudes qui questionnent largement l'humanité. C'est la guerre en Europe,

à quelques kilomètres de chez nous et la menace nucléaire n'est plus un fait vague et tellement loin des potentialités. Nous sortons d'une crise sanitaire qui a posé bien d'autres questions que celle de la lutte contre le virus. Les actes terroristes, et la logique sécuritaire qui en découle ne sont pas encore de mauvais souvenirs, loin de là. Et l'extrême-droite qui s'est invitée de manière claire en 1991 dans notre pays s'y développe encore de même qu'elle se développe chez nos voisins où il lui arrive maintenant de prendre le pouvoir; sans qu'on ne fasse autre chose que de manifester une certaine inquiétude et de tièdes réactions.

Ce qui nous arrive... Pan dans ta gueule, le jeune

Parmi différents constats pertinents et inquiétants, il en est un particulier. Ce qui nous arrive, arrive aussi aux jeunes. À tous les jeunes. Pas qu'à eux mais à eux aussi. Ils en sont grandement impactés et ils auront à porter dans l'avenir les conséquences de ces crises et des façons dont elles ont été gérées. Comme d'autres auront à le faire. Mais elles et eux, particulièrement. C'est la raison pour laquelle les organisateurs du colloque ont estimé essentiel de proposer des mises en dialogue sur la thématique.

Un petit historique subjectif...

Un historique subjectif parce que je ne suis pas historien et que je vais me contenter de dessiner une ligne du temps que je ne prendrai pas le temps ici de confronter *très précisément* aux réalités de la jeunesse au cours des 60 ou 70 dernières années...

Cependant...

Cependant si, en Belgique après la guerre et avec des propositions plus ou moins construites, plus ou moins réfléchies, les citoyens qui s'intéressaient à la jeunesse se sont dit qu'il fallait laisser trouver, donner une place aux jeunes dans la société, c'est à la fin des années 1960 et au début des années 1970 qu'a vu se développer l'idée d'émancipation des jeunes. Dans le même temps, l'aide à la jeunesse s'envisageait (au moins dans les textes) dans une logique qui ne privilégiait plus l'institutionnalisation mais considérait davantage les compétences des familles et l'importance pour un jeune d'être éduqué le plus possible en lien avec sa famille et le plus possible en son sein.

De cette philosophie émancipatrice sont nées (ou se sont développées) les organisations de jeunesse et les centres de jeunes (notamment les centres d'infos à destination des jeunes et les maisons de jeunes). Ces organisations et ces centres se sont petit à petit structurés et professionnalisés autour de ces valeurs d'émancipation.

De cette philosophie de l'aide à la jeunesse sont nés les services d'aide à la jeunesse (SAJ) qui, c'est ce qui est écrit dans les textes, n'interviennent qu'en accord avec les familles et pour les soutenir dans l'éducation qu'elles souhaitent donner à leurs enfants. Ont été institutionnalisées aussi les services d'action en milieu ouvert (AMOs) qui peuvent être présentes dans le milieu du jeune sans mandat institutionnel, le mandant étant le jeune lui-même. Entre la philosophie et les pratiques de terrain il reste cependant de la marge. Mais les valeurs sont bien là et tendent à s'implanter petit à petit.

1991. La Belgique est confrontée à des résultats exceptionnels et inquiétants de l'extrême droite en Belgique. Le monde politique réagit et propose des contrats de sécurité, avec l'objectif de répondre au sentiment d'insécurité supposé être à la source de ce vote. Trois populations sont pointées du doigt. C'est eux qu'il va falloir encadrer pour rassurer: les toxicomanes, les immigrés et les jeunes. A part relever la stigmatisation qui démontre ici que la seule réponse trouvée à l'extrême droite c'est de rentrer dans son jeu, nous n'aborderons pas ici le public toxicomane et le public immigré, sauf à dire que les jeunes qui seront pointés du doigt dans les grandes villes seront le plus souvent d'origine étrangère...

L'intervention sociale auprès des jeunes change fondamentalement avec cette mise en place des contrats de sécurité. De jeunes qu'il fallait aider quand ils étaient en difficulté, les jeunes deviennent alors une menace. La menace. Une surveillance est à organiser. Une surveillance policière, mais aussi une surveillance préventive, celle du jeune *potentiellement* dangereux. Et cette surveillance préventive, ce sont les travailleurs sociaux ou socio-culturels qui vont l'assumer: des éducateurs, des animateurs, des assistants sociaux. C'est une organisation tout à fait différente du travail avec les jeunes qui s'instaure. Un travail qui se développe très rapidement du fait de la manne céleste qui se déverse sur les communes chargées d'organiser ces actions. Beaucoup d'argent, pour surveiller les jeunes, alors que ceux qui travaillent dans l'aide ou dans le culturel, avec ces mêmes jeunes, sont en cruelle attente de refinancement.

Mais l'orientation est toute autre. Une population sans demande, mais qu'il faut surveiller.

Les jeunes ont des problèmes: l'aide à la jeunesse

Pour ce qui concerne la façon d'envisager les jeunes, 1991 est une année paradoxale, puisque c'est à la suite des élections de cette année-là que seront mis en place les contrats de sécurité, stigmatisants pour la jeunesse. Mais c'est aussi le 4 mars 1991 que sera voté le décret relatif à l'aide à la jeunesse, un décret très en avance sur son temps, très moderne et très engagé dans sa volonté de prévenir les difficultés des jeunes et de considérer la famille, presque quoiqu'il arrive, comme partenaire privilégié et nécessaire dans l'éducation des enfants et des jeunes. Entre les textes et les pratiques, il y aura cependant des différences. Importantes souvent. Et régulièrement tellement peu respectueuses des jeunes et des familles trop fréquemment objets de décisions, alors que les textes avaient prévu d'en faire des sujets.

Le décret n'était pas applicable tel quel, sans doute parce qu'il était beaucoup trop ambitieux. Même si les juristes estiment certainement qu'il s'agit d'une hérésie, j'ai toujours pensé qu'il n'était pas anormal et donc ***pas grave*** que ce décret ne soit *d'abord* pas complètement appliqué. Je suis de celles et ceux qui ont aussi pensé que ce décret, s'il ne pouvait être applicable mécaniquement étant donné les enjeux, se devait cependant d'être *un phare* vers lequel diriger les actions des différents services de l'aide à la jeunesse dans toute leur diversité. Et ça a été le cas, dans certains lieux, à certains moments, par rapport à certaines situations. Ça l'a été trop peu. Trop souvent à l'ambition du décret a succédé la frilosité des pratiques, malgré d'irréductibles gaulois. Sans doute qu'il ait manqué de moyens est une raison qui doit s'entendre. Mais trop souvent, les services ont préféré le ronronnement et le confort d'un fonctionnement sans prise de risque, avec les expertises professionnelles comme guides et un refus discret d'écouter ce qu'avaient à dire jeunes et familles.

Le nouveau code, aujourd'hui en place, confirme globalement ce ronronnement. Du souffle du décret 1991, il ne reste pas grand-chose. S'il est sans doute exagéré de dire que le fonctionnement du secteur de l'aide à la jeunesse est devenu purement technique, la place pour l'inventivité, la créativité, l'innovation, l'interpellation, le plaidoyer, tellement valorisés dans le décret 1991

ne retrouvent qu'une place congrue.

Et pourtant l'essence du décret reste d'actualité et particulièrement en avance sur bien des propositions d'aide à la jeunesse, y compris dans le monde: il faut continuer à protéger les enfants et les jeunes *mal traités* dans leurs familles en considérant que cette protection indépendamment des familles, concerne les enfants et les jeunes confrontés à des parents toxiques. Il faut essentiellement poursuivre et développer l'accompagnement des familles qui éprouvent des difficultés dans l'éducation des enfants, un accompagnement qui considérera les parents comme de vrais partenaires, qui considérera leur bonne volonté, leur envie de bien faire, leurs incompétences, mais surtout leurs compétences.

Il faut oser questionner la revendication d'une augmentation du nombre de places en aide à la Jeunesse et notamment dans l'hébergement. Si cette revendication apparaît légitime, il faut, dans le même temps, questionner *le principe de précaution sécuritaire* qui envisage d'abord la décision la plus rassurante pour le décideur et non la solution la plus adéquate pour l'enfant, le jeune et la famille. Il y a une vingtaine d'années, la ministre de l'époque avait décidé de diminuer le nombre de places disponibles dans l'aide à la jeunesse (essentiellement dans l'hébergement). J'avais assisté à diverses réunions d'experts qui soutenaient cette réponse à deux problématiques soulevées:

1. S'il manque de places dans certains services, c'est peut-être parce que parfois ces services sont encombrés d'enfants et de jeunes qui ne sont pas à leur place et qu'on a déposés là pour se rassurer en tant que professionnel. Il y aurait lieu de soutenir les professionnels amenés à prendre des décisions qui concerne les jeunes, d'avoir la vigilance de proposer la décision adéquate plutôt que celle qui les rassure. L'objection est simple: s'il y avait suffisamment de places, ces professionnels auraient la possibilité de davantage d'adéquation entre la situation rencontrée et la solution proposée. Parce que c'est notamment et parfois parce qu'il n'y a pas d'autres possibilités que ces professionnels décident d'un pis-aller qui par ailleurs les tranquillise.

2. Proposer davantage de disponibilités comporte cependant un risque important. Plus on ouvre de places dans des lieux qui rassurent la bien-pensance sociale, la société normative, plus ces places se remplissent. Le phénomène est connu, notamment dans les prisons (Wacquant, 1999).

Plus on y ouvre de places, plus les prisons sont pleines. Ça a été la même chose pour l'enseignement spécialisé. Et dans l'histoire de l'aide à la jeunesse, on repère le même phénomène.

Sans doute que la mise en place d'un organisme régulateur du nombre de places dans la diversité de l'aide à la jeunesse, serait une solution. Un organisme suffisamment détaché du politique certainement, mais aussi du secteur, tout en ayant une bonne connaissance et de bonnes ressources pour se tenir informé au plus près des réalités et des familles et des institutions. On pourrait très certainement imaginer que dans cet organisme régulateur, on y retrouve notamment la ligue des familles, des représentants des réseaux de lutte contre la pauvreté, un représentant du délégué général aux droits de l'enfant, qui auraient une expertise intéressante pour réaliser ce travail. La régulation viendrait des propositions de cet organisme et seraient ensuite appliquées dans les services eux-mêmes qui devraient alors démontrer une capacité d'adaptation à des missions adaptées. Ce ne serait sans doute pas simple mais l'enjeu en vaudrait la chandelle.

Il faut redynamiser le regard critique sur des systèmes sociaux et éducatifs qui pourraient avoir une tendance à stigmatiser et exclure plutôt que de participer à l'émancipation des familles et des jeunes. Sachant que ce regard critique sur ces systèmes ne devra pas être seulement porté par les services de l'aide à la jeunesse, mais d'abord par les systèmes eux-mêmes sur leurs propres modes de fonctionnement. Mais il est important que les services de l'aide à la jeunesse y prennent leur place, parce qu'ils assistent chaque jour aux conséquences des dérives de tels systèmes particulièrement sur les enfants et les jeunes qu'ils prétendent par ailleurs protéger.

Il faut aussi permettre aux différents services d'à nouveau oser la créativité et l'innovation. Surtout si ces propositions favorisent la participation des familles et des jeunes à leurs propres vies comme à la dynamique de leur environnement. Surtout si ces propositions permettent de dépasser les normes sociales enfermantes et cherchent à comprendre des fonctionnements différents. Il faut redonner aux services de l'aide à la jeunesse la motivation de l'interpellation, la nécessité de faire politique, l'envie de dépasser l'accumulation des situations «individuelles». Il faut aussi oser redire que le travail essentiel (pas le seul) pour aider les jeunes en difficulté, c'est la lutte contre la précarité des familles. Mais aussi redire que cette lutte contre la précarité des familles,

ce n'est pas qu'à l'aide à la jeunesse de la porter. D'autres secteurs, d'autres services, d'autres associations en ont aussi l'immense responsabilité.

La place des jeunes de l'aide à la jeunesse pourrait aussi être valorisée. Ils sont aujourd'hui considérés comme objets d'intervention, même si dans les situations qui les concernent, ils sont aussi sujet parce qu'ils sont écoutés et parfois entendus, les décisions qui les concernent tenant compte de leurs avis et de leurs propositions. À propos de leur place dans le système «aide à la jeunesse», ils ne jouent cependant pas de rôle. Prendre le temps d'écouter ce qu'ils ont à dire du système dans lequel ils sont, qui les accompagne, les encadre, s'impose à eux paraît une piste nécessaire. Faire participer les jeunes de l'aide à la jeunesse à l'évaluation du secteur (en décalant complètement cette évaluation de la relation d'aide dans laquelle ils sont inscrits) pourrait être source de beaucoup d'informations intéressantes et utiles pour l'amélioration dudit secteur et pour l'amélioration de ces différentes composantes que sont les institutions qui accueillent ces jeunes.

Les jeunes sont le problème: la logique sécuritaire

Jeunesse et insécurité, des constats à faire.

Aujourd'hui, de nombreuses organisations sont installées afin de réaliser un travail pour ou avec la jeunesse. Une raison parmi d'autres, mais de plus en plus souvent (trop souvent) mise en évidence, qui explique le développement de ces propositions orientées jeunesse, c'est toujours celle qui présente dans les discours politiques et médiatiques le lien entre jeunesse et insécurité comme une évidence.

On peut en effet parler d'un lien entre jeunesse et insécurité. Parce qu'il y a du vrai dans ce couple de mots. Mais sans doute pas le lien que le *sens commun* ou les sens médiatiques et politiques présentent avec un peu trop de facilités.

Les jeunes sont en effet confrontés à un avenir insécurisant: les effets de la mondialisation (les délocalisations, l'économie qui fonctionne de telle façon que plus personne ne semble pouvoir y réguler quoi que ce soit...), le dérèglement climatique et les fabuleux accords des différentes COPs (Comité politique et de sécurité) si rassurants pour l'avenir de notre terre, des accords qui se succèdent pour apparaître tout aussi rapidement secondaires, les ressources naturelles, notamment énergétiques, qui s'épuisent, tout cela participe au

développement (?) d'une planète pas très rassurante qu'on va léguer à ces jeunes. C'est une première raison de lier insécurité et jeunesse.

Une seconde raison de lier ces deux termes, c'est la précarité et la précarisation d'une frange de la population de plus en plus importante. Et donc une insécurité sociale galopante dont les jeunes sont et seront autant victimes (voire plus?) que leurs parents.

Il y a également ces jeunes (souvent les mêmes que ceux qui subissent la précarité, dans les quartiers sociaux, dans les quartiers économiquement pauvres des grandes villes) qui s'estiment largement encadrés (surveillés) dans l'espace public, un encadrement qui s'apparente dans certains quartiers à du harcèlement (policier), harcèlement parfois violent aux conséquences bien souvent sérieuses, voire dramatiques.

Enfin, il y a les jeunes qui provoquent l'insécurité, ceux dont on parle surtout dans les médias. Une infime partie de la jeunesse belge. C'est pour cette insécurité-là, provoquée par les jeunes, qu'on demande le plus souvent, aujourd'hui, aux institutions sociales d'apporter des réponses ou au moins d'agir. Est-ce là que leur intervention est la plus indiquée?

Intervention socio-éducative et jeunesse

Dans le champ des acteurs qui entourent les jeunes, en plus des familles et des écoles qui en constituent les acteurs les plus importants en termes de temps et pour ce qui concerne les familles, en termes de lieu le plus fondamental pour l'éducation, il existe d'autres acteurs qui agissent auprès de la jeunesse. N'oublions pas d'abord les jeunes eux-mêmes qui, participant à la vie de leurs pairs, les construisent eux aussi, leur permettent de s'identifier, de se confronter, de se reconnaître et d'être reconnus. Les voisins, les commerçants, la police, les entraîneurs de sports y jouent aussi un rôle parfois positif, parfois moins, mais toujours participant peu ou prou à la construction identitaire du jeune.

Et puis, il y a aussi les intervenants sociaux (travailleurs sociaux, éducateurs, animateurs culturels, ...). Ces intervenants sociaux qui ont des rapports particuliers et différenciés avec les jeunes, rapports qui se construisent parfois à partir d'une logique néolibérale et sécuritaire, parfois dans une logique d'émancipation citoyenne, parfois dans une logique d'aide face à des faiblesses (peut-être éducationnelles, ...).

La socialisation du jeune

L'objectif de socialisation du jeune est proposé comme politique à l'égard des jeunes et mis en place par diverses institutions sociales. L'aide à la jeunesse, par l'intermédiaire des AMOs notamment mais aussi les contrats de sécurité et de société et les plans de cohésion sociale ont pour objectif, parmi d'autres, cette socialisation du jeune.

Que peut-on entendre par là?

On peut sans doute dire que, quand on entend socialisation, il y a la dimension *intérieurisation et intégration de la norme sociale* qui est sous-jacente. Le travail social et le travail éducatif amènent des normes, des manières d'être, que les jeunes ont à intégrer et à respecter pour se trouver suffisamment en harmonie avec la société dans laquelle ils vivent. Ce qui ne sera pas simple. La réalité adolescente, c'est justement le refus de trop de socialisation, de trop d'éducation, de trop de normalisation.

Le cadre légal qui institue ces institutions qui ont pour fonction la socialisation du jeune permet cependant d'introduire des nuances quant à ce qui se cache fondamentalement derrière les objectifs de chacun. Si les AMOs (financées par la Fédération Wallonie Bruxelles) lient la dimension de socialisation à une dimension d'émancipation du jeune, les contrats de sécurité et de société (financés par le ministère de l'intérieur) viseront la socialisation en vue d'une sécurisation de la société. Même s'ils évoluent, il faut quand même se rappeler que les plans de cohésion sociale (financés par la région wallonne ou la région bruxelloise), malgré l'évolution constante de leurs appellations, ont longtemps été considérés comme les petits frères des contrats de sécurité et que la plupart des instances communales auxquelles ils sont attachés en ont gardé la philosophie première... avec certaines nuances ci et là. Ces différentes approches des différents initiateurs de ces institutions déteignent (parfois malgré eux) sur les praticiens de l'éducatif et du social, confrontés aux mêmes populations et pratiquant les mêmes méthodologies sur le terrain.

Dans la situation des AMOs, les principes éducatifs seront présents afin de soutenir les jeunes dans une intégration sociale qu'ils ne peuvent peut-être pas totalement réaliser avec les instances de socialisation que sont la famille et l'école, mais avec des objectifs qui viseront également à leur permettre une participation sociale qui soit critique et citoyenne. Ce qui est proposé au

jeune c'est une intégration dans la société qui puisse se passer dans la sécurité, la confiance, la vigilance, mais également avec l'ouverture aux possibilités d'y intervenir.

Dans le cadre des contrats de sécurité et de société, l'objectif est de socialiser les jeunes afin que la cité soit sécurisée. Ce qui est mis en avant, c'est la sécurité des autres, ceux que les jeunes dérangent. Parler de cohésion sociale dans le cadre des plans du même nom, c'est veiller prioritairement à ce que la vie des communes ne soit pas victime de soubresauts quelle que soit la nature des soubresauts. L'objectif premier est le calme, le lissage des aspérités, la sécurité, l'absence de prise de risques, l'idée de rassurer. Dormez braves gens, nous veillons.

De quelle cohésion sociale parle-t-on ?

Une première réflexion : le choix des habitants de ces différentes communes est-ce bien ce calme aseptisé ? N'y aurait-il pas aussi l'intérêt, voire le choix de la rencontre, d'un vivre ensemble, d'une créativité culturelle et citoyenne, de la fête, qu'elle soit institutionnalisée ou pas ?

Une seconde réflexion : pour obtenir cette société calme, des politiques locales se mettent en place et visent par leurs actions les populations susceptibles de perturber ce calme, de déranger. Parmi ces populations, celles précarisées dérangent. Les jeunes dérangent aussi... Dans ce cadre, parler de cohésion sociale, c'est, dès lors, mettre prioritairement l'accent sur ces populations à affilier pour qu'elles intègrent la nécessité de la cohésion sociale. C'est agir pour, au mieux, qu'elles rentrent dans le moule pasteurisé qui leur est proposé, au pire, qu'on les contraigne, par différents moyens plus ou moins coercitifs, à ne pas déranger...

Si l'on souhaite vraiment investir la cohésion sociale, dépasser l'homogénéité sociale et faire le choix d'un vivre ensemble qui n'oublie personne et donc accepte les rencontres qui confrontent les projets sans les écraser, si l'on fait le choix d'une cohésion sociale qui reconnaît à chacun le droit d'appartenir à la cité d'y apporter une pierre, même si, justement, elle amène des aspérités, alors, on sort de la logique sécuritaire, contrôlante et normative et on commence l'éducation citoyenne, la possibilité pour chacun d'appartenir, de vraiment appartenir à la cité et d'y jouer un rôle.

Une troisième réflexion : construire la cohésion sociale doit s'envisager dans

un partenariat entre les différentes parties. En ce compris les différentes institutions sociales qui jouent un rôle actif, voire fondamental. En exerçant le rôle qui est attendu d'elles, tout simplement. Il est un peu facile de demander à des jeunes de participer à cette cohésion sociale si les instruments qui leurs sont présentés comme agents de cette cohésion ne tiennent pas le rôle qui leur est dévolu. Parler cohésion sociale, c'est aussi et probablement d'abord interpellé ces institutions qui devraient être porteuses de cohésion sociale et qui par leurs actions au quotidien l'empêchent d'advenir. L'école, les politiques communales, la justice, la police, les travailleurs sociaux ne permettent pas (assez) la cohésion sociale. Le plus souvent, bien au contraire.

Dès lors le discours cohérent ne serait-il pas, aujourd'hui, de refuser une cohésion sociale qui ne s'envisage pas avec une émancipation qui soit portée avec les mêmes efforts ? Aujourd'hui, la cohésion sociale édictée est une violence à l'égard des populations fragilisées parmi lesquelles beaucoup de jeunes (mais aussi d'autres) et certainement des jeunes issus de l'immigration. Ce qu'il faut soutenir c'est le combat (le terme n'est pas innocent) pour l'émancipation des jeunes, un combat avec des médias et des outils qui sont capables de renvoyer cette violence, si possible (!) en utilisant des canaux « intelligents »... et par exemple, la culture, la participation citoyenne...

Les jeunes sont la solution : la logique de citoyenneté et d'émancipation

L'utilisation du terme citoyenneté peut prêter à confusion et est à ce titre légitimement controversée. La définition de la citoyenneté dont il sera question ici se retrouve dans le décret *Centre de jeunes de juillet 2000* (Décret 2000). Il sera donc question ici d'une *citoyenneté responsable, active critique (créative) et solidaire* par une prise de conscience et une connaissance des réalités de la société, des attitudes de responsabilité et de participation à la vie sociale, économique, culturelle et politique.

Ce même décret donne clairement les orientations d'une politique culturelle et citoyenne de jeunesse. Certaines organisations de jeunesse envisagent leur travail dans le même état d'esprit. Ce qui est primordial dans ces organisations, c'est la possibilité de travailler avec le jeune à son émancipation, à la construction de son identité au travers de pratiques originales, créatives et diversifiées...

«Les pratiques culturelles qui se veulent émancipatrices, valorisent les différences et permettent aux jeunes de se développer ailleurs que dans la norme, norme que, par ailleurs, ils rejettent, quoi de plus normal en période d'adolescence... Le développement de pratiques culturelles... le fait de favoriser et de valoriser des expressions originales (parfois en opposition, et donc parfois dérangeantes pour l'ordre social)» ... permet aux jeunes de se construire une place. Ces organisations «promeuvent l'émancipation au travers de la culture et de la citoyenneté. Elles sont lieu de contestation et de revendication. Ce que ces organisations «savent et c'est à partir de là qu'elles travaillent, c'est que s'il y a décalage par rapport au fonctionnement social attendu chez certains jeunes, ce décalage a du sens» (Chambeau et al, 2004, p.191). «La nécessité pour les adultes et particulièrement ceux de ces associations, c'est de comprendre ce sens et de le traduire pour travailler à partir de lui, et non pas à partir des actes qui n'en sont que des moyens d'expression» (Chambeau et al, 2004, p.193).

Dans ces organisations la logique se doit d'être tout, sauf sécuritaire. L'idée est que ces jeunes puissent s'exprimer et prendre des risques positifs qui construisent leur identité, une identité forte, participative, même si non conforme à ce qui pourrait être attendu et cela dans un cadre où ils se sentent à l'aise, écoutés et respectés. Si cette logique n'est pas sécuritaire, le travail culturel et citoyen permet à certains de ces jeunes de ne plus avoir à utiliser des moyens d'expression qui dérangent et insécurisent les autres. On peut alors dire que sans viser une forme de prévention quelle qu'elle soit, ces pratiques associatives ont des *effets de prévention*. Le pari des organisations et centres de jeunes, c'est aussi cela. Les jeunes peuvent faire un pas. Mais ils ne devront pas être les seuls.

Quel basculement pour les politiques de jeunesse?

Les organisateurs du colloque nous disent que «*Ce qui nous arrive, c'est que les inévitables et nécessaires basculements permettant d'affronter les chaos, de résister aux crises et d'imaginer un futur commun n'ont été ni pensés ni préparés et que cette impréparation constitue d'abord une insécurité sociale et politique*»⁽⁴⁾.

Bien sûr qu'il faut basculer. Mais faut-il innover? Les propositions sont là, existantes depuis si longtemps, mises en place avec succès, mais avec tellement

de parcimonie alors que pour d'autres propositions bien plus stigmatisantes et d'une efficacité douteuse, sur des éléments périphériques comme le sentiment d'insécurité, les cordons de la bourse se délient si facilement. Face aux démarches sécuritaires (Fédération des Maisons de Jeunes, 2015) qui considèrent les jeunes comme dérangeants si pas dangereux et qu'il faut contrôler pour protéger la société, face aux démarches de prévention qui observent qu'il faut prioritairement protéger les jeunes des dangers qui les menacent, parfois en dépit ou à contresens des discours qui pourraient faire sens pour eux, face aux discours économicistes qui n'envisagent les jeunes que comme une main d'œuvre potentielle au service des machines à produire et consommer; de nombreux professionnels, partant de leur expérience quotidienne (de nombreux auteurs, issus des sciences humaines, le constatent aussi), affirment qu'un euro investi dans l'action culturelle et citoyenne, c'est *au moins* un euro qu'il ne sera pas nécessaire d'investir dans le sécuritaire ou la prévention. Avec le bénéfice supplémentaire de jeunes, mieux en capacité de se projeter dans l'avenir, d'inventer l'avenir, de créer des solidarités. Ce bénéfice supplémentaire qui sera également *un plus*, loin d'être négligeable, dans la capacité des jeunes à acquérir l'esprit d'entreprendre (compris comme la capacité de se mettre en projet dans une démarche collective).

Face aux réalités du monde d'aujourd'hui, il semble fondamental d'offrir aux jeunes la possibilité de se construire leur identité. Une identité suffisamment forte que pour contrecarrer les identités accolées à force de stigmatisations. Une identité suffisamment complète que pour les engager à participer, véritablement participer à l'avènement d'une société durable, tolérante et respectueuse. Il n'y a pas le choix de toute façon... Elles et ils seront les décideurs de demain. Et s'il était possible qu'ils ne deviennent pas les boomers de demain...

Ecole, formation et emploi

Ce ne sera pas le sujet central de ce texte. Bien que dans les discours trop traditionnels, quand on parle de politiques de jeunesse, c'est pour les lier à l'école et à la formation en vue d'amener ces jeunes à l'emploi. Pour acceptable qu'elle soit, cette logique n'en est pas moins limitée. Et nous sentons de plus en plus de frémissements qui démontrent que ces institutions où l'on tente trop de formater les jeunes ne convainquent pas ou plus. Les jeunes aujourd'hui veulent comprendre pourquoi ils sont à l'école, à quoi ça va leur servir; le sens des règles qui leur y sont imposées, le sens des orientations dans lesquelles

on veut les inscrire. De plus en plus de jeunes disent aussi vouloir travailler dans des emplois qui leur conviennent, qui fassent sens pour eux. Et de plus en plus de jeunes refusent de rester dans cette machine univoque qui les emmène là où ils ne veulent plus aller. «Les élèves qui refusent l'école parce qu'elle n'a pas de sens pour eux sont des élèves sains... Ils sont sains dans la mesure où personne n'accepte du non-sens» nous expliquait déjà Noëlle De Smedt (Changement pour l'Égalité) lors des assises de l'aide à la jeunesse en novembre 1994! (Table ronde, 1995).

Ne plus vouloir de cette école qui formate pour l'emploi, ce n'est pas refuser de faire société, ce n'est pas vouloir la simplicité et éviter l'exigence, ce n'est pas refuser de participer à la vie sociale au profit d'un individualisme égoïste, ce n'est pas se contenter d'un statut de profiteur glandeur alors qu'il s'agirait plutôt de s'engager. Ne plus vouloir cette école qui formate à l'emploi, c'est justement un appel à vouloir autre chose et autrement. C'est interpeller (parfois sans doute maladroitement) et dire qu'une autre société est possible et que c'est pour celle-là qu'on accepte de se former, de se mobiliser, d'apprendre.

L'école institution n'a pas encore compris cela. Pas assez. Même si, là aussi, on découvre des frémissements. Trop légers encore. Parce que le carcan néo-libéral reste bien trop prégnant. Les enseignants dans ces écoles n'ont pas encore compris cela non plus. Pas en assez grand nombre en tout cas. Mais de plus en plus comprennent. Cherchent du sens à leur enseignement. Mobilisent des pédagogies innovantes. Ici aussi l'innovation ne signifie pas la facilité aux dépens de l'exigence. Les nouvelles pédagogies, c'est l'exigence d'une qualité dans la formation, mais c'est aussi le développement de valeurs essentielles à la société, la collaboration, la tolérance, l'altruisme. Et ces valeurs ne sont pas secondaires aux apprentissages basiques ou techniques, bien au contraire. Ces enseignants en sont convaincus. Mais ils doivent aussi convaincre. Leurs collègues parfois. Les parents souvent. Les décideurs d'autres fois. Le grand public des réseaux sociaux le plus souvent. Trop imprégnés qu'ils sont d'une pensée unique de l'enseignement formatant au monde économique plus que formateur à la vie sociale dans toute sa complexité (la complexité comprenant la participation à la machine économique enfin comprise comme faisant partie d'un tout social et non comme son centre non discutable et décisif quant aux orientations des autres éléments constitutif du monde).

Le (re)développement d'une politique culturelle de jeunesse

Penser une politique culturelle de jeunesse, c'est penser à une culture qui enracine et libère, une culture porteuse de créativité, de sens et de lien social, une culture qui aide à s'émanciper de son identité liée à un (utopique) travail ou à une société de consommation... Une politique culturelle de jeunesse, c'est une politique qui favorise pour le jeune le fait d'être en lien, de connaître, de s'émerveiller. Autrement dit, une politique culturelle de jeunesse aide le jeune à se construire une identité, à répondre à la question *qui suis-je?* ou mieux encore, *qui je choisis d'être?*

Agir une politique culturelle, c'est valoriser l'être humain en société, en ce compris le jeune, à qui l'on donne les moyens éducatifs, économiques ainsi que les moyens en termes d'espace et de mobilité, pour accéder aux langages de toutes origines, pour les pratiquer et surtout pour devenir créateur, inventeur, auteur d'une parole singulière (FMJ, 2015).

Agir une politique culturelle de jeunesse, c'est imaginer avec les jeunes des actions et des lieux qui correspondent à leurs envies et leurs besoins. Les jeunes s'y sentent reconnus, ils ont la possibilité de défendre leurs points de vue, d'utiliser le conflit pour modifier le cours des choses, d'apprendre à négocier, à argumenter, à rechercher des solutions collectives... Ils sont cruciaux ces lieux de vie où les jeunes peuvent individuellement et collectivement expérimenter des pratiques, s'essayer à des rôles, assumer des responsabilités trop souvent refusées, prendre des initiatives, inventer de nouvelles façons d'être ensemble, d'entreprendre et d'innover. Il s'agit avant tout de miser sur leurs potentialités (FMJ, 2015). Il existe ce désir de prendre la parole, de débattre, d'intervenir de manière créative dans l'espace public, au sein des médias ou des réseaux sociaux, à travers des performances artistiques, des créations impertinentes.

Agir une politique culturelle de jeunesse, c'est développer des lieux dans lesquels les jeunes peuvent se retrouver, simplement pour y trouver du plaisir, parfois pour débattre, d'autres fois pour y découvrir des propositions porteuses de sens, éventuellement s'y investir et parfois davantage, les porter. Agir une politique culturelle de jeunesse, c'est offrir aux jeunes la possibilité de participer à des projets qui les aident à affirmer qui ils sont, au travers d'expressions diversifiées et notamment artistiques, au travers d'actions dans

leur environnement (le quartier, le village, la nature, ...), au travers de moments de solidarités (au sein du centre de jeunes, dans l'environnement très local, plus large, voire international).

Agir une politique culturelle de jeunesse, c'est davantage l'inscrire en lien avec les structures culturelles qui ont pignon sur rue, c'est développer les alliances entre Jeunesse et Culture avec un grand C⁽⁹⁾. L'avenir d'une jeunesse qui s'exprime passe aussi par ces canaux... Et les lieux culturels ont beaucoup à y gagner. Dynamiser ces alliances, c'est un chemin qui aide à sortir ses lieux d'une espèce d'élitisme et ça leur permet de retrouver des ancrages davantage populaires...

Une part prise dans l'espace public

Mettre en place une politique culturelle de jeunesse, c'est d'abord proposer à nos regards d'adultes un renversement culturel. Il faudra oser apprendre à redécouvrir qui sont ces jeunes que nous côtoyons sans toujours les comprendre, sans toujours essayer de les comprendre. Des jeunes qui ne sont pas, comme on le lit trop souvent dans les médias, comme on l'entend trop souvent dans la bouche de trop de politiques, d'enseignants, de professionnels de l'éducation, des jeunes délinquants, glandeurs et je m'en foutistes. Des jeunes pour lesquels, puisqu'on en a cette image, on met en place des politiques sécuritaires, qui encadrent, qui normalisent, qui moralisent. Des jeunes pour qui on investit si peu dans les politiques culturelles qui les concernent, qui leur permettraient de développer leur esprit critique, de développer leurs responsabilités, leur créativité. Les jeunes ont des choses à dire et les adultes ont à entendre ce qu'ils ont à dire. Leur parole est importante, parce qu'ils sont les citoyens de demain, mais surtout parce qu'ils sont déjà des citoyens d'aujourd'hui.

Si leur parole est passionnante, si leur expression est nécessaire, il faut bien admettre qu'elle est parfois un peu brute, cette expression. Pas nécessairement facilement accessible pour le commun des mortels que sont celles et ceux qui sont peut-être un peu moins jeunes. Sans doute parce que ces derniers ne font pas toujours l'effort de chercher à les comprendre. Sans doute aussi parce qu'eux, les jeunes, ne font pas toujours l'effort de s'exprimer pour que chacun puisse comprendre ce qu'ils ont à dire.

Un travail culturel de jeunesse, c'est sans doute aider ces jeunes à construire

cette parole pour qu'elle ait l'impact qu'elle mérite, pour que cette expression trouve les canaux justes, les canaux performants pour se faire entendre. Pour dire. Pour raconter. Pour nous apprendre. Pour nous faire découvrir. Pour nous surprendre.

Pour dire qui ils sont, qui elles sont. Pour dire qui ils sont chacun, qui elles sont chacune. Dans leur singularité. Avec leurs sourires, avec leurs colères. Avec leurs cheveux blonds ou noirs. Avec leur regard clair, leur regard sombre. Avec leurs accents. Avec leurs couleurs de peau. Avec leur religion. Ou sans. Avec leur pays d'origine. Avec leur code postal. Avec tout ça. Parce que tout ça, c'est important pour eux. Ou pas. Chacune et chacun a le droit d'être qui il est. Chacune et chacun peut le revendiquer.

Chacun et chacune peut le revendiquer... mais à deux conditions: la tolérance et le respect de l'autre. Ce sont deux exigences sociales indépassables. Ça tombe bien. Nombreux sont les jeunes qui n'envisagent pas la vie en société sans ces deux valeurs.

Prendre la parole, s'exprimer, c'est aussi davantage occuper au quotidien l'espace public qui est leur espace aussi. Être dans l'espace public, vivre dans l'espace public, faire vivre l'espace public, c'est aussi provoquer la rencontre, c'est susciter l'échange, c'est faire que des quartiers, des rues deviennent des cités, que ceux qui y vivent et s'y rencontrent deviennent des citoyens. Occuper l'espace public, c'est y débarquer avec sa bonne humeur, avec sa créativité, avec son dynamisme. Occuper cet espace public, c'est avoir en tête la curiosité de l'autre, avec une volonté de le comprendre, avec le choix de la tolérance. Occuper l'espace public, c'est aussi, parfois, la nécessité de la subversion. Parce que la démocratie, la citoyenneté de tous, la culture pour tous et par tous, c'est un travail qui est encore à faire, qui est toujours à refaire. Encore et encore. Parce que l'espace public l'est trop peu. Public. Parce qu'il est trop confisqué, trop régulé, trop organisé, trop balisé. Parce qu'une société démocratique pour tous, nécessite un espace public ouvert et apaisé. Apaisé mais ouvert. Ouvert aux expressions citoyennes, solidaires, artistiques... Et parce que le vrai lieu de la subversion, c'est l'espace public...

Une politique culturelle de jeunesse, c'est un accompagnement discret mais solide de cette occupation pacifique, dynamique et inventive. Il y a la difficulté pour de nombreuses associations de trouver des locaux adéquats, et c'est

vraiment dommage parce que les murs proposés permettent tellement de choses... et notamment, même si c'est paradoxal de l'énoncer ainsi, ces murs permettent notamment d'en sortir!

Parce que les expressions des jeunes que les associations travaillent à faire émerger, parce que les médias artistiques qu'elles apprennent aux jeunes à utiliser au mieux, ne prennent leur sens que si ces associations permettent aux jeunes d'être vus, d'être entendus, d'être écoutés, d'être confrontés, d'être débattus... Sortir des murs, occuper l'espace public, participer à l'animation et la construction de la cité devrait être l'une des missions prioritaires, l'une des missions essentielles des associations dédiées aux politiques (culturelles) de jeunesse. Pour que leur travail trouve tout son sens. Pour que les jeunes occupent la place qui leur revient qui n'est pas seulement une place entre les murs, si beaux et si confortables soient-ils.

Il sera nécessaire que chacun, en ce compris et sans doute prioritairement les responsables politiques, poursuive (ou entame) une réflexion pour que la citoyenneté, la tolérance et la démocratie soient et restent ce qui guident prioritairement leurs choix de société et, pour les politiques, leurs décisions. Pour que ce mot démocratie ne soit pas dévoyé et qu'il porte chaque jour et à chaque instant toutes ses exigences. Pour que l'espace public reste vraiment public et devienne une agora démocratique, participative et propositionnelle.

Une politique culturelle de jeunesse, c'est aussi, paradoxalement peut-être mais probablement pas, si paradoxalement que ça, l'autorisation de se poser à l'abri des regards normatifs. La vie des jeunes est très organisée. Trop organisée parfois que pour qu'ils ou elles envisagent sereinement leur propre vie, à partir de leurs ressentis, de leurs envies de leurs projets futurs. Le droit à la glande est important. Pas nécessairement pour s'y complaire sur le long terme, mais pour se donner du temps. Dans la discussion avec ses potes, si cela se met, dans la rencontre avec d'autres, si cela se produit, dans la consommation culturelle de films intelligents ou pas, de lectures saines ou pas, de consultations de sites utiles et informateurs ou pas... Sans doute qu'il faudra protéger certains jeunes d'un excès de glande qui deviendrait problématique. Mais ne soyons pas trop pressés de mettre en place cette protection.

Ce qui nous arrive en cette période particulière, c'est une succession de crises dans lesquelles il sera possible de s'enfoncer. Dont il pourrait être

possible de sortir grandi. À condition que la volonté soit retrouvée de mettre plus que le nécessaire en œuvre, pour éviter que ce défilé d'événements passablement dramatiques ne soient les prétextes à la mise en place ou au développement d'une société policée, lissée et cadrante. Nombreux sont celles et ceux qui, aujourd'hui, pensent, sentent, ont la conviction qu'on ne sortira de ces difficultés non par la stigmatisation, non par des barrières, non par les bichromes bleu et kaki, mais par des valeurs portées haut de la démocratie, de la tolérance du respect de chacun, et par les polychromes des nombreux qui souhaitent apporter leurs palettes créatives. Parmi ces nombreux, sans doute beaucoup de jeunes. Et s'il en manque, il faudra taper sur le clou de l'éducation permanente, de l'éducation citoyenne, de l'éducation créative, de l'espace public approprié. Parce que ce sont fondamentalement les jeunes qui feront le nombre.

La participation citoyenne

Si tous ne participent pas à la société de la même façon que Greta Thunberg, de nombreux jeunes agissent dans et sur leur environnement. Parfois de manière institutionnalisée, les mouvements de jeunesse par exemple, parfois de manière plus marginale voire souterraines (les graffs et les tags qui illuminent - ou pas- différents murs des cités). Il sera important de reconnaître que la participation des jeunes à la vie de la cité, elle se fait et se fera d'une façon relativement traditionnelle, dans la production et l'expression de discours écrits ou oralisés, dans des actions concrètes, labellisées *citoyennes*, mais qu'elle existe et existera sous la forme d'autres modes d'expression, davantage artistiques et/ou *underground*.

Si la participation des jeunes à la vie sociale est justifiée, elle ne trouve cependant pas toujours les espaces qui lui reviennent pourtant légitimement. Pourquoi les jeunes n'auraient-ils pas leur mot à dire sur ce qui les concerne, sachant que peu de choses sur cette terre ne les concerne pas?

Laisser la place à la participation à la vie sociale des jeunes, c'est leur donner une place de sujet et les inscrire dans le projet social, sachant que les inscrire dans le projet social, ce ne sera pas nécessairement les y intégrer, mais leur permettre d'y poser un regard critique, voire subversif et contestataire. Favoriser la participation des jeunes, c'est aussi oser transformer son propre regard parce que ce que vont amener les jeunes pourra amener des éléments qui feront bouger les perceptions. Favoriser la participation des jeunes, c'est

aussi leur permettre de tester la démocratie, de la questionner, voire de la triturer pour lui donner un boost positif.

Si les jeunes peuvent évidemment s'exprimer individuellement, c'est davantage au travers des expressions et de la participation collectives que les citoyens et donc les jeunes prennent part à la vie de la cité. Ce sont donc de tels lieux organisés ou spontanés qu'il faudra favoriser.

S'il faut sans doute ouvrir la participation du local au global, c'est au niveau local que les jeunes trouveront le meilleur terrain pour s'exprimer. Si cela devrait être aussi possible au niveau global, c'est au niveau local que les paroles pourront être le mieux construites collectivement et qu'il y aura la possibilité d'entrer en interactions avec des interlocuteurs. C'est aussi au niveau local que le plus grand nombre pourra vivre l'apprentissage de la construction d'un discours, de l'expression de ce discours, de la confrontation de son propre discours à d'autres arguments, de la négociation nécessaire, des nuances à apporter, des compromis qu'il vaudra accepter... ou refuser.

Et pour que cette participation garde tout son sens, pour que les jeunes aient envie de s'y confronter, de prendre les risques qui y sont inhérents, cette participation ne pourra s'imaginer qu'en prenant en compte les barreaux supérieurs de l'échelle d'évaluation de la participation de Sherry Arnstein (1969). En effet sur cette échelle, les barreaux inférieurs correspondent à une démagogie cosmétique de la participation qui ne donne que peu de responsabilité et certainement pas de pouvoir aux citoyens qui se trouveraient dans des démarches participatives à ces niveaux. Plus on monte sur l'échelle, plus on se retrouve dans une logique démocratique qui offre alors un pouvoir effectif et réel aux citoyens.

Sans doute que pour un nombre important de jeunes, cette dynamique démocratique est déjà à l'œuvre. Pour d'autres l'analyse de la participation proposée démontrera davantage de mascara. L'enjeu sera de développer la dynamique participative effective pour l'ensemble des jeunes, dans l'ensemble des quartiers et des villages. Et là, on se rend compte qu'il y a encore du travail.

Être sujet de solidarité

Penser une culture qui enracine et libère, une culture porteuse de créativité, de sens et de lien social, c'est aussi soutenir des projets qui chez les jeunes

développent les solidarités ou/et le développement durable ou soutenable. L'action culturelle peut être vue comme artistique. Elle ne doit pas être exclusivement vue en ce sens. Bernard De Vos (1999, p.80) écrivait il y a de cela bien longtemps que, quand on parle *jeunes* et solidarité, on pense d'abord à une solidarité dont les jeunes sont l'objet. Soutenir et favoriser les actions de jeunes qui produisent de la solidarité envers d'autres ou envers la planète renverse la tendance et pourrait être très porteur. C'est déjà le cas pour bien des jeunes. Mais pour d'autres cette invitation à la solidarité est peu présente. Alors, certains se démerdent et y vont de leur propre chef. Mais ce n'est pas nécessairement facile de rentrer comme acteur dynamique dans ces mécanismes de solidarité quand on y est d'abord considéré comme objet.

Les mécanismes de solidarité permettent aux jeunes d'exister positivement aux yeux de tous, même des plus réticents. Est-ce important? Sans doute un peu quand même! Être sujet dans une société qui laisse si peu de place, c'est justement prendre cette place, démontrer sa validité, gommer des stigmates qui sont trop souvent accolés sans réelle justification.

La solidarité, c'est aussi la rencontre de publics avec des difficultés, c'est l'apprentissage de la compréhension de réalités méconnues, elles aussi bien souvent abusivement stigmatisées, c'est la découverte de la différence, l'appréciation de cette différence, la reconnaissance que les marges peuvent elles aussi être pleinement pertinentes. C'est la formation à la tolérance, à l'accueil de l'autre, à la découverte parfois de l'innommable. C'est aussi la découverte des brèches dans une société qui semble parfois ronronner sans trop de difficulté. C'est alors la possibilité d'un engagement à plus long terme, dans des actions concrètes, dans des moments de réflexions, dans la découverte que certaines des compétences personnelles pourront être plus particulièrement utiles et qu'il ne faut pas nécessairement toutes les compétences exceptionnelles pour être sujet de solidarité, mais que ses propres compétences (exceptionnelles également) permettent la solidarité.

La solidarité, c'est aussi l'engagement citoyen, la participation à la vie sociale (on y revient), la possibilité d'agir positivement dans l'espace public, de défendre des valeurs, de les porter ces valeurs, de construire un argumentaire à partir et autour d'elles, de faire collectif.

Être solidaire, ce n'est pas nécessairement se prendre la tête. C'est être actif

dans des activités qui procurent du plaisir, qui amusent, qui créent du lien.

Il est, par ailleurs, toujours utile (même si pas nécessairement essentiel) de rappeler les conséquences en termes de prévention ou de (sentiment d'in) sécurité que de telles actions proposées (mises en œuvre ou soutenues) qui placent les jeunes comme sujets de leurs actions. Quand le jeune est acteur de solidarité, il se pourrait qu'il soit alors moins à *risque* sur une série de thématiques qui effrayent la société des grands, la société de la norme. Quand un jeune est sujet de solidarité, l'image positive qu'il renvoie atténue fortement le sentiment d'insécurité qu'en d'autres occasions, il pourrait susciter. Ces conséquences préventives et de sécurisation ne sont pas légères. Il importe cependant de garder à l'esprit qu'elles doivent rester (très) secondaires à l'essentiel qui est de laisser l'espace aux jeunes pour qu'ils puissent exprimer leur solidarité et prendre leur place de sujet. Imaginer la solidarité des jeunes comme outil de prévention ou outil sécuritaire, c'est aller droit dans le mur, assurer l'échec de la solidarité pour nombre de jeunes puisqu'ils seront à nouveau considérés comme objets, objets de ce qui les stigmatise le plus, les risques qu'ils représenteraient.

L'accès à l'information

«Il faut mieux informer les jeunes!». La solution est évidente. Mieux les informer? Est-ce nécessaire? Alors que toutes les informations se trouvent aujourd'hui dans cet appendice plat qui colle à nos mains (Chambeau, 2022).

Alors que, depuis le début de la pandémie, les *médias mainstream* sont vilipendés pour des discours estimés à la solde d'une pensée unique au service du pouvoir et des dominants et opposés aux médias alternatifs qui eux, apporteraient *la vraie vérité*, alors que de nombreux experts ont été accusés d'être à la solde de cette même pensée unique, alors que des médias aux propos alternatifs ont été peu relayés, des experts *dissidents* n'ont pas, peu ou plus été consultés par les voies médiatiques traditionnelles et ont choisi de se faire entendre via d'autres voies disponibles, les réseaux sociaux. Ces caisses de résonance particulièrement efficaces en ces périodes troublées, ont continué leur travail de sape, relayant cent millions d'informations, dont certaines étaient intéressantes, alors que d'autres étaient propagandistes. Dans le même temps, les pouvoirs publics prenaient des décisions peu lisibles, peu compréhensibles, peu cohérentes, voire risibles. Les citoyens, parmi lesquels les jeunes, ont donc été noyés d'informations diverses, divergentes, contradictoires, contestables ou

contestées qui nourrissaient la perturbation d'un esprit critique pour celles et ceux qui y avaient été peu formés. Et bien au-delà!

La capacité pour les jeunes (comme pour les moins jeunes) à recevoir une information et à l'analyser avec suffisamment d'esprit critique, est un fondement de la démocratie. Avec ce foisonnement d'informations, avec cette volonté qu'ont certains de noyer le public d'informations fausses et de rendre trop obscure la compréhension du monde, avec les difficultés que vivent aujourd'hui les professionnels de l'information, confrontés à des systèmes économiques dont ils dépendent parfois exagérément, confrontés également, dans cette même logique à «l'exigence» du *buzz*, du *like*, ou du *putaclic*, avec des politiques qui pensent que la *punch line*, le commentaire acerbe, les prises de décisions qui flirtent entre compromis et compromissions sont les outils qui font grandir la chose publique, cette approche critique tellement nécessaire devient extraordinairement difficile.

L'analphabétisme dans la compréhension du fonctionnement de la cité, et l'impossibilité d'y prendre une place parce qu'on n'a pas accès aux informations utiles et pertinentes, parce qu'on est mis hors-jeu, du fait de cet analphabétisme, est un danger grave pour la démocratie, alors qu'il est tellement important que les jeunes notamment puissent y prendre une place, leur place.

S'il faut faire confiance aux journalistes et à leur volonté de véritablement informer; s'il faut faire confiance aux politiques, particulièrement aux parlementaires, singulièrement quand ils et elles font le choix de se départir de leur rôle trop quotidien de *presse-bouton*, quand ils et elles se rappellent que le Parlement est un des lieux de débats fondamentaux en démocratie, il faut également compter sur le monde associatif, sur les métiers de la Culture, qui ont cette volonté d'aller à la rencontre des publics dans leur diversité. Ces métiers sont d'une extraordinaire complexité.

Travailler pour que les jeunes aient accès à une information de qualité est aussi d'une grande complexité. Si l'école joue certainement un rôle, au milieu de mille autres choses, dans l'éducation aux médias, l'éducation informelle a également un rôle important à y jouer; avec des outils, parfois performants, parfois perfectibles et d'autres fois des outils qui manquent. Des animateurs jeunes ou des professionnels du travail social en lien avec des jeunes se

mobilisent en ce sens. Il s'agit de diversifier les méthodes pédagogiques, d'être inventifs et créatifs, il s'agit aussi de pouvoir compter sur de potentiels partenaires: les journalistes, les politiques, les acteurs culturels qui garderont en conscience, de manière permanente, l'exigence de leur métier. Si ces partenaires font leur boulot, le travail sera possible. Si ces partenaires s'égarerent dans d'autres directions et préfèrent le croustillant, le narcissisme ou le populisme à l'exigence démocratique alors cela sera plus compliqué. Autant dire que déjà aujourd'hui, la tâche est difficile.

Même si elle est difficile, il faudra faire le travail d'une accessibilité à de l'info de qualité. Et comme toute l'information, la bonne (la vraie) comme la mauvaise (la fausse) est aujourd'hui disponible à la seconde l'objectif ne pourra plus être de donner de l'information, mais de faire le tri. Pas de solution miracle en l'occurrence puisque des politiques reconnus comme de grands noms parmi les scientifiques ou des organes de presse qui ont pignon sur rue, sont susceptibles de trahir la vérité. Deux pistes ressortent avec évidence: d'abord, permettre aux jeunes de comprendre comment des faits se médiatisent et comment ils se transmettent. Ensuite, leur permettre de mieux comprendre ce que sont les réseaux sociaux, ce qui s'y passe, et comment ce qui s'y passe se construit.

Réseaux sociaux et numérique: des outils d'émancipation et de rencontres

Quand on parle réseaux sociaux, médias numériques, jeux vidéos, ce qu'on en dit, le *regard* qu'on y porte est encore trop souvent stéréotypé. Nombreux sont celles et ceux qui utilisent ces médias de façon positive, créative, citoyenne, critique, ouverte. Et parmi ces personnes, des jeunes. De nombreux jeunes. Qui investissent ce nouveau terrain social avec de l'ambition et des idées⁽⁶⁾.

Quand on parle réseaux sociaux ou numérique, on se trouve aussi dans une espèce de choc générationnel. Alors que les jeunes, de manière assez générale investissent ces terrains de jeux avec facilité et délectation, d'autres générations s'interrogent, cherchent à comprendre, s'inquiètent.

Quand on parle numérique, on se dit que ce sont sans doute les jeunes qui auraient à apprendre aux autres. C'est sans doute vrai. Mais si l'on parle *politiques jeunesse et réseaux sociaux*, sans doute qu'il faudra partir des compétences, des expériences, des envies des jeunes. Mais peut-être

qu'avec eux, au moins pour permettre au plus grand nombre d'avoir accès aux possibilités de ces machines réelles et virtuelles, mais aussi pour éviter la surconsommation bête et méchante, pour éviter les lavages de cerveaux, pour éviter l'absorption sans esprit critique de la moindre information partagée, il faudra réfléchir à l'utilisation utile (en sachant que le ludique est utile!) pour l'éducation formelle et non formelle de la diversité des outils numériques. Il faudra aussi que nous nous fassions à l'idée, particulièrement dans ce domaine, que la formation et l'éducation par les pairs seront des incontournables et que ce sont d'abord les jeunes qui seront les apprenants d'autres jeunes... et aussi des jeunes depuis plus longtemps.

Il faudra oser comprendre le numérique pour ce qu'il est d'abord, une fantastique opportunité. C'est une opportunité que de nombreux jeunes en difficulté d'accrochage scolaire ont déjà pu mettre au travail. Les capacités de comprendre puis de maîtriser et d'utiliser les outils ou les programmes permet à nombre d'entre eux de développer des compétences et de mobiliser savoirs et savoir-faire. Rendre accessible des laboratoires de fabrication numérique (Fablabs)⁽⁷⁾ qui leur seraient dédiés (ou pas) permettrait cette expérimentation et cette utilisation des outils. Des fablabs non dédiés permettent la confrontation constructive avec la diversité des publics fréquentant ces laboratoires. Dédiés aux jeunes, et donc facilement accessibles, ils ont pour objectifs la créativité avec les technologies, la recherche de nouvelles formes d'apprentissage, d'émancipation, d'autonomie, d'inclusion mais aussi de reconnaissance sociale (et professionnelle) dans le monde numérique (Dupont, 2019, p.16). La création de jeux vidéo par exemple (Kreutz, 2019, p.8), permet de développer l'imaginaire autour de la scénarisation, des décors, des dialogues, mobilise les compétences et les talents artistiques en graphisme et en animation numérique, en musique et en sons. Mais la recherche documentaire peut aussi être nécessaire. Les logiques pédagogiques derrière ce développement de compétences chez les participants, c'est d'abord une pédagogie créative suscitant entraide et coopération, mais c'est aussi le développement d'un regard critique sur le média lui-même. Comment, en effet, mieux poser son propre regard critique sur un média dont on connaît les codes pour les pratiquer soi-même.

Le développement de ces compétences, ce sera donc aussi la capacité de développer des outils qui permettront de prendre une place dans l'espace public via les réseaux sociaux pour interroger, interpellier la société, à partir

de son propre langage, une démarche qui permet aussi de décoder puis de se positionner par rapport à des faits de société: des compétences techniques et de la citoyenneté (Kreutz, 2019, p.11).

Une politique de jeunesse qui consacre du temps et des moyens au numérique et aux réseaux sociaux, c'est d'abord se dire qu'il y a intérêt pour tous à «évoluer à leurs côtés, et prendre plaisir avec eux. Parfois les suivre vers de nouveaux horizons – leurs horizons – et parfois leur rappeler qu'il y a de bien belles choses sur le *vieux continent*, celui des livres, des idées, des peintures, des films, des sculptures, des danses et des poèmes, toutes ces nourritures célestes qui ne demandent qu'à être emportées sur ces nouvelles îles qu'ils découvriront» (Lorent, 2019, p.5).

Des adultes alternatifs dans un associatif vivifié (à réinventer)

L'adulte alternatif[®]

Si basculement il devait y avoir quel serait le rôle de chacun? C'est aux jeunes que reviendrait le premier rôle, la prise de responsabilités. Mais la prise de responsabilités exige d'abord qu'il y ait l'espace pour les prendre. L'espace pour les prendre, cela voudra dire que l'on considère que les jeunes ont les compétences nécessaires pour ce faire. Ou qu'ils sont en situation d'acquiescer ses compétences.

Admettons qu'il ne faille pas aller trop vite et que les compétences ne soient pas généralement acquises. Ce qui est sans doute le cas. Chaque jeune ne se situe pas au même niveau quant à ses capacités à prendre des responsabilités. Et pour certains et certaines, il y a encore un chemin à parcourir, un accompagnement à avoir.

Et puis, la prise de responsabilités n'exige pas tout. Les jeunes ne sont pas seuls. Le monde et la société se partagent. Il sera important que pour ce qui concerne les politiques de jeunesse et leur développement, les jeunes prennent leur part, une part essentielle. Mais l'autre part devra être partagée avec celles et ceux qui seront capables de les *accompagner*, de les *guider*, de leur *enseigner*, de *partager les expériences*,...

Quels mots! Et quels sens va-t-on leur donner? Il est possible de considérer de tels mots comme des injonctions au retour à *la norme des adultes qui sauraient*

face à ces jeunes qui doivent apprendre cette norme, même si elle semble innovante et peut-être moins encadrante.

Il doit être possible de les considérer autrement ces mots. Encore faut-il faire ce choix et être capable de l'assumer.

Pour être capable d'accompagner, de guider, d'enseigner, de partager des expériences en laissant l'essentiel de la place aux jeunes, peut-être faudra-t-il oser créer le rôle de *l'adulte alternatif* (Thrixhosures, 2015). Que serait cet adulte alternatif? La référence à l'adulte maintiendrait un certain cadre, un certain ordre, peut-être nécessaire. Mais l'expression complète, adulte alternatif, invite à aller voir vers les ailleurs, à envisager des finalités hors des normes et habitus sociaux, à produire des méthodologies, des pratiques, des outils qui s'intéressent et s'engagent dans des chemins de traverse. Il n'y a plus, en priorité, de la transmission de savoirs, mais une capacité à comprendre où se situent les jeunes que l'on rencontre et une capacité à les accompagner (à côté d'eux) vers là où ils souhaitent aller, en s'effaçant quand ils le souhaiteront.

L'adulte alternatif, ce sera celle ou celui qui est disponible pour soutenir la réflexion des jeunes qui se demandent qui ils ou elles choisissent d'être. C'est celui ou celle qui rendra disponible les moyens éducatifs et économiques utiles à cette réflexion sur l'identité, qui soutiendra l'existence d'espaces pertinents pour bâtir cette identité.

L'adulte alternatif participera, avec les jeunes, à leur formation à l'esprit critique face à la masse d'informations disponibles et encouragera l'accessibilité pertinentes aux réseaux sociaux.

L'adulte alternatif pourra aussi être une référence mémorielle sur une série de pratiques sociales et culturelles que des jeunes voudraient développer. Rappeler comme la démocratie s'est construite, comment elle s'est trompée, comment elle a surmonté des difficultés, combien il reste du chemin à parcourir, et combien on ne peut se satisfaire de ce qui existe aujourd'hui. Rappeler que de nombreuses fois dans l'histoire de cette démocratie, la participation citoyenne énoncée était d'abord de la poudre aux yeux cosmétique et qu'il y a d'autres exigences... qui elles aussi ont déjà été rencontrées dans d'autres expériences.

La référence mémorielle rappellera aussi combien le vieux continent a recelé nombre de richesses qui valent la peine d'être préservées, d'être consultées, d'être utilisées, d'être triturées, transformées, réinventées. Que ces richesses des temps anciens, la littérature, le cinéma, les émissions radio et télé, gardent toute leur raison d'être au temps de la culture numérique, mais qu'il revient aux jeunes d'en faire le meilleur usage quand leur viendra le temps de cette consultation (Lorant, 2019). L'adulte alternatif devrait arriver à jouer de cette transmission avec la conviction de ses propres belles expériences, mais avec la discrétion nécessaire pour que la responsabilité de ce qu'il sera bon d'aller chercher ne lui revienne pas et aille d'abord à ceux qui devront être capables d'utiliser ces belles références pour se les approprier à leur façon.

L'adulte alternatif doit être libre, suffisamment indépendant, capable de voguer entre deux eaux. Mais la complexité de son travail l'obligera plus que probablement à réfléchir collectivement sa pratique alternative. Pas pour nécessairement rentrer dans une nouvelle norme, mais pour confronter cette pratique aux exigences du réel. L'alternativité ne trouve son sens que dans l'acceptation du regard et de la confrontation aux autres. Parce que dans les pratiques marginales, il ne sera jamais possible d'avoir raison tout seul.

Mais qui seront ces autres? Des jeunes probablement. Des pairs aussi, et sans doute encore d'autres personnes qui pourraient soutenir ces identités particulières et particulièrement utiles. Peut-être que le monde associatif pourrait être un lieu de rencontre et de structuration (le vilain mot) de ces identités alternatives des adultes. Peut-être. À condition de savoir de quel monde associatif on parle.

Un associatif revivifié à réinventer.

En 2001, j'écrivais que face à l'émergence de formes de travail social de plus en plus contrôlantes et de plus en plus normalisantes, le travailleur social pouvait développer un travail mieux démocratique au sein des associations (Chambeau, 2004), associations qui étaient un lieu idéal pour penser les exigences politiques du travail social.

À l'époque, maintenir cette dimension politique était déjà un enjeu. Depuis, cela ne s'est pas amélioré au sein d'un associatif de plus en plus institutionnalisé et de plus en plus structuré autour de l'offre de services commandés par les pouvoirs publics.

Alors qu'auparavant, la dynamique associative était propositionnelle et donc souvent inventive, elle s'inscrit davantage aujourd'hui dans des cadres politiques ou administratifs, laissant peu de place à l'originalité du terrain. Les relations aux pouvoirs publics se construisent dans une perspective de recherche de subsides, puis de justification de ceux-ci, avec la vigilance nécessaire dans ce contexte, d'éviter le pas de côté sous peine de perdre une partie de la manne financière nécessaire aux financements des activités de service. Le pas de côté c'est, par exemple, l'affirmation d'un regard critique par rapport à un projet venu d'en haut.

Bien entendu que ces propositions politiques ne sont pas complètement hors sol. Les responsables politiques sont, en général, entourés de conseils qui connaissent les terrains et informés par des administrations connectées à ces terrains. Quand les propositions sont centralisées, elles ne peuvent cependant que s'éloigner des réalités locales et particulières, elles ne correspondent que trop rarement aux projets associatifs, pédagogiques, thérapeutiques, collectifs réfléchis et créés par des professionnels de terrain et finissent par brimer l'originalité constructive dont sont capables de faire preuve les équipes, leurs directions et parfois les membres associés et les administrateurs.

Par ailleurs, le cadre structurant proposé aujourd'hui aux associations professionnalisées ne laisse que peu de place à l'interpellation, à la construction d'un plaidoyer, au rappel des valeurs fondamentales qui portent, ou devraient porter, ces associations, ces travailleurs, les secteurs sociaux et culturels.

Or, s'il devrait revenir à ces associations de penser les exigences politiques de leur travail social ou culturel, la place qui leur est laissée pour le faire est congrue et elle-même encadrée. En effet, face à la légitimité démocratique de la revendication et du plaidoyer, il y a la crainte que le montant des subsides ne soit impacté si ces interpellations devenaient trop critiques vis-à-vis des pouvoirs subsidants. S'il peut arriver, effectivement, qu'un pouvoir politique n'apprécie pas une prise de parole critique et ait envie de se venger en rabotant les subsides, c'est davantage au sein même des associations que la crainte se manifeste. Alors, plutôt que de porter un discours fort, on préfère jouer *profil bas* pour garder voire augmenter les subsides reçus qui permettront de poursuivre l'offre de service davantage encore commanditée par ces pouvoirs publics.

Le constat est amer. Mais mérite cependant l'une ou l'autre nuance. Certaines associations gardent cette folie inventive, osent prendre des risques et dire ce qui est, ce qui devrait être et dans quelle direction elles vont orienter et leur travail et les outils pour le réaliser. D'autres associations fédératrices ont encore la possibilité de prendre la parole, par exemple parce que dans leur corbeille de subsides, il y en a *un peu* issu de l'éducation permanente, ce qui les autorise (et les encourage même, ça existe encore) à prendre la parole, à rappeler les valeurs, à rappeler les droits, à revendiquer et à construire des paroles collectives qui associent même les publics.

Et puis, il y a cet associatif désinstitutionnalisé, sans reconnaissance officielle, sans subsides, ce qui lui donne la liberté d'oser une parole forte qui s'incarne dans la diversité des réalités vécues par les gens et qui réalise parfois des miracles. Cet associatif auquel adhèrent en tant que citoyens, des professionnels de l'associatif institutionnalisé parce que là, la parole inaudible sur leur lieu de travail, trouve un écho. Et elle est intéressante cette parole. Parce que si elle n'est pas la vraie vérité, elle se fonde sur une certaine expertise de terrain bien utile à une compréhension diversifiée des réalités sociales.

L'associatif jeunesse et aide à la jeunesse est dans ces mêmes mouvements. Une dynamique institutionnelle de plus en plus prégnante, de plus en plus lourde, de plus en plus normative et encadrée et en même temps beaucoup de travailleurs et beaucoup d'associations qui se rendent compte qu'il reste important de dire, mais qui ne trouvent pas nécessairement les canaux efficaces. Or, chaque jour, chaque situation d'un jeune ou d'un enfant, même si elle est encadrée avec bienveillance et compétence, pose des questions qui vont au-delà de la relation individuelle qui se crée entre un professionnel ou une association et ce jeune. La question de la précarité des familles doit très souvent être prise en compte quand on réfléchit à des solutions pour un jeune qui décroche. L'accessibilité aux services fondamentaux, en adéquation avec les souhaits et les compétences des jeunes doivent aussi trouver une place quand il s'agit de réfléchir à de vraies solutions. Qu'en est-il du système scolaire ou de systèmes de formation professionnalisants qui trop souvent excluent, relèguent ou stigmatisent? Qu'en est-il de l'accessibilité pour toutes et tous aux activités de loisirs: les sports, les expressions artistiques? Qu'en est-il de l'accessibilité aux activités citoyennes et à l'éducation informelle pour tous: la participation associative ou locale, le développement accompagné de la solidarité, de la tolérance, la diversité des moyens d'expressions et de créativité?

Il ne revient pas aux associations institutionnalisées de trouver des solutions, de se saisir de chaque disfonctionnement pour en faire un combat, mais de rappeler de manière suffisamment systématique que leur offre de service, pour qualitative qu'elle soit, et je crois vraiment qu'il faut peu douter là-dessus, reste cependant d'une part insuffisante et d'autre part très parcellaire. Les problématiques sont parfois complexes. Il ne revient pas à l'une ou l'autre association d'apporter les solutions, mais bien d'affirmer clairement la limite de ses propres compétences, la nécessité d'investiguer à d'autres niveaux où les responsables ont clairement leur mot à dire et des actions à mener. Il est fondamental d'encore rappeler la parabole du méchant et du gentil bourreau racontée par Isabelle Stengers (1995). Le méchant bourreau stigmatise, produit des logiques d'exclusion, légitime l'idée d'assistance au détriment de tout autre idée. Le gentil bourreau est de bonne volonté et a le projet d'aider. Il se dit disponible et sensible. Il plaint et met en garde contre la méchanceté de l'autre contre laquelle il ne peut rien. Mais fondamentalement, il partage, consciemment ou inconsciemment, les catégories du méchant bourreau quant à la situation de la victime. Se contenter d'offrir les services commandités d'en haut (pas ceux que souhaite le public!), c'est admettre son statut de gentil bourreau qui ne peut pas plus. Il est essentiel que le monde associatif refuse d'être bourreau. Il est absolument nécessaire pour beaucoup d'enfants, de jeunes et de familles, que l'associatif refuse d'être bourreau.

S'il y a quelque chose de bien qui peut arriver à celles et ceux qui envisagent de continuer à accompagner les jeunes aujourd'hui, c'est sans doute l'émergence de ces adultes alternatifs dans cet associatif revivifié qui continuerait de refuser le rôle de gentil bourreau qu'on tente trop souvent de lui assigner.

notes

- (1) La phrase en exergue sur l'affiche du colloque Ce qui nous arrive.
- (2) Phrase extraite du programme du colloque.
- (3) Phrase extraite du programme du colloque.
- (4) Phrase extraite du programme du colloque.
- (5) Les alliances entre les maisons de jeunes et l'opéra royal de Wallonie, entre la biennale internationale de la photo (BIP) de Liège et les maisons de jeunes, le réseau MJ Music et l'IAD, les maisons de jeunes essentiellement Hennuyères et Mons 2015 (un peu dans le in, mais essentiellement dans le off) en sont des exemples concrets et actuels...
- (6) Et c'est un béotien qui écrit ça... Mais un béotien curieux et observateur.
- (7) Un fablab, c'est un laboratoire de fabrication numérique dont l'objet est surtout l'expérimentation, la création et le développement « d'un peu tout ce qu'on veut ». L'intérêt est d'arriver avec une idée et de lui donner vie, de la prototyper... Ils constituent des espaces de rencontre et de création collaborative et partagent un inventaire évolutif de capacité de base pour faire presque n'importe quoi.
- (8) Cette expression est de l'équipe des Thrixhosaures, la maison des jeunes de Flémalle, dans la publication trimestrielle de la FMJ ASBL *Antre'toise* n° 117, Juillet - août - septembre 2015.

bibliographie

- S. R. Arnstein, A Ladder of Citizen Participation, in *Journal of the American Planning*, Vol. 35, n°4, 1969, pp. 216-224. Consulté sur le site lepetitcaillou.wordpress.com
- M. Chambeau et al., *Jeunes maisons de jeunes violences, quelle est la question?*, Recherche publiée par la Fédération des Maisons de Jeunes et la Communauté française de Belgique, 2004.
- Carte blanche, *Informers les jeunes, un fondement d'une démocratie sans cesse à construire*, guide social, 2022. Consultée sur le site pro.guidesocial.be
- M. Chambeau, Travailler le social dans l'associatif. Penser les exigences politiques du travail social, in *Pensée Plurielle* n° 7, 2004.
- CFWB service Jeunesse, *Décret déterminant les conditions d'agrément et de subventionnement des maisons de jeunes, centres de rencontres et d'hébergement et centres d'information des jeunes et de leurs fédérations*. Consulté sur le site servicejeunesse.cfwb.be
- B. De Vos, *Les apaches des parkings* Ed. Labor, 1999.
- A. Dupont, Le Fablab'ke une boîte à outils numériques pour les jeunes, in *Swap Magazine* n°5, Semestre 1, édition FMJ ASBL, 2019. Consulté sur le site fmjbf.org
- Fédération des Maisons de Jeunes, *Pour une politique culturelle de jeunesse*. Consulté sur le site ceseip.be
- F. Lorient, Le Grand Bain, in *Swap Magazine* n°5, Semestre 1, édition FMJ ASBL, 2019. Consulté sur le site fmjbf.org
- A. Kreutz, Pros du numérique à tous crins ou anti-numériques voyant le danger partout, in *Swap Magazine* n°5, Semestre 1, 2019. Consulté sur le site fmjbf.org
- I. Stengers, l'associatif: un collectif qui crée du «politique», in *Entracte*, Ed CIRAT, 24 janvier 1995.
- Table ronde, Quelles réponses et quelles questions du côté des pratiques», Actes des Assises de l'aide à la jeunesse, Ministère de la Communauté française, in *Sous le signe du lien*, Bruxelles, 1995, p. 120.
- L. Wacquant, *Les prisons de la misère*, Ed. Raisons d'agir, 1999.

Cet article en ligne est édité par Travailler le social asbl

ont collaboré à cet article

Marc Chambeau

rédaction et administration

2 rue Taravisée - 5031 Grand-Leez - Belgique | travailler-le-social.be

éditeur responsable

Marc Chambeau, Marina Cox, Brigitte Delforge, Bénédicte Legrand, Bénédicte Roy et Dominique Simon

secrétariat de rédaction

René Beaulieu, Xavier Briké, Marc Chambeau, Isabelle Lacourt, Bénédicte Legrand, Anne Rakovsky

conception et réalisation graphique

Marina Cox et Dominique Simon

© Travailler le social asbl, 2023

chante de l'autre,
contre laquelle il
ne peut rien. Mais
fondamentale-
ment, il partage,
consciemment
ou inconsciem-
ment, les catégo-
ries du méchant
bourreau. Quant
à la situation de
la victime, se
contenter d'offrir
les services com-
mandités d'en-
haut (pas ceux
que souhaite le
public!), c'est ad-
mettre son statut
de gentil bourreau